

La crise est devant nous ? À moins que...

Jean-Marie Harribey

21 septembre 2011

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/09/21/la-crise-est-devant-nous-a-moins-que>

En plein tsunami financier, ce qu'il y a de réconfortant, c'est de savoir que les dictatures finissent toujours par tomber. Il y a plus de vingt ans, la dictature stalinienne s'effondrait définitivement sous ses propres contradictions, et, depuis neuf mois, trois despotes dans le monde arabe ont dû céder leur place sous la pression populaire. Aujourd'hui, la dictature des marchés financiers n'a plus que des agences de notation et des gouvernements complices pour la défendre. La finance, au bord du coma, se prépare à nous faire sauter dans un précipice dont personne ne connaît le fond.

Tous les ingrédients sont réunis pour que la crise s'aggrave encore. En Europe, aucun gouvernement n'a voulu voir l'évidence : la Grèce et, après elle, quelques autres pays ne pourront honorer leur dette publique. De faux plans d'aide à la Grèce en faux plans, les choses ne peuvent que s'aggraver puisque l'austérité imposée renforce la récession. Pour n'avoir pas voulu envisager la moindre restructuration de la dette publique grecque afin de ne pas dévaloriser les actifs détenus par les banques privées, il est malheureusement probable que la crise soit encore devant nous.

Craignant le pire après l'avoir organisé, la Banque centrale européenne (BCE) a été obligée de procéder à quelques entorses vis-à-vis de son dogme anti-inflationniste : elle rachète depuis presque un an des titres pourris sur le marché secondaire, à coups de centaines de milliards d'euros.

Ah, le marché secondaire, quelle belle invention ! Voyez :

- les banques ne veulent pas de mise en défaut des dettes publiques car elles en détiennent les titres ;
- mais elles veulent se débarrasser de ces titres douteux ;
- elles hurleraient si la BCE décidait de souscrire en première main aux titres publics (c'est ce qu'on appelle monétiser les déficits) ;
- mais elles se réjouissent quand la BCE, ne créant pas de monnaie pour les États, en rachète les titres sur le marché secondaire à ces banques qui veulent le beurre et l'argent du beurre.

Tous les pays sont progressivement pris dans les sables mouvants de la crise et plus leurs gouvernements gigotent, plus ils s'enfoncent. Le risque n'est pas tant de voir cette Union européenne-là et cet euro-là éclater car ils sont mortifères, que, de ces ruines, ne sortent que les égoïsmes nationaux, le refus de toute solidarité, voire la xénophobie. Le gouvernement allemand est prisonnier du piège qu'il a lui-même dressé : ou bien imposer l'austérité à tous et perdre ses clients, ou bien lâcher du lest et renoncer à l'orthodoxie qui a servi de matrice à la BCE et à sa politique monétaire, et que Merkel et Sarkozy veulent parachever par une règle d'or budgétaire qui plombera toute politique économique et, par la même occasion, toute démocratie.

Dans ces circonstances, les masques tombent. Les idéologues qui n'ont jamais voulu reconnaître les failles de l'Union européenne optent pour le chacun pour soi : l'économiste Michel Godet plaide dans *Le Monde* du 22 septembre pour l'austérité en arguant que les

Allemands et les Français ne doivent pas payer les impôts des Grecs. Monument de bêtise et de cynisme, cette option se retournera contre ses auteurs.

Pour sortir positivement de cette crise, il faudra le plus vite possible :

- socialiser définitivement toutes les banques européennes, sans indemnisation des actionnaires ;
- détruire tous les mécanismes et toutes les structures permettant la spéculation (titrisation, produits dérivés, LBO, marchés de gré à gré, paradis fiscaux...) ;
- instaurer une taxation de toutes les transactions financières ;
- donner la possibilité à la BCE de souscrire aux emprunts d'État à taux nul ou très faible, sans passer par les marchés financiers ;
- entreprendre une réforme fiscale en profondeur ;
- bâtir un réel budget européen.

La dictature financière finira pas sombrer. Mais il faut l'aider un peu...

N.B. J'en profite pour donner une précision concernant un commentaire à la suite du texte « [Le mystère de la chambre forte](#) ». Toute création monétaire lors d'un crédit représente une dette. Il n'y a pas lieu de s'en offusquer et il ne peut en être autrement. L'important est de savoir qui a pris la décision d'accorder un crédit, qui détient la dette, à qui et à quoi le crédit va servir. L'exemple chiffré pris par l'internaute qui m'interpelle n'est pas correct : si le crédit anticipe un investissement duquel une production supplémentaire naîtra, la valeur de celle-ci sera ensuite répartie : salaires, profits dont intérêts. Une autre question surgit alors : quelle est la légitimité des profits dont les intérêts font partie, puisque cette richesse provient du travail productif ? Mais cela n'a strictement rien à voir avec l'idée qu'il faut davantage de monnaie pour assurer un développement économique lorsque celui-ci est jugé nécessaire.